

Bulletin de clarifications N°2 : Questions et réponses

« Accompagnement dans la mise en œuvre de la stratégie de communication de l'Agence MCA-Morocco dans les domaines de la communication audiovisuelle et des relations publiques »

Réf: **N° DD/SH-CC/MCA-M/PP-22-B/COMPACT**

Date de publication : **02 janvier 2019**

Dernier délai de dépôt des propositions : **25 janvier 2019**

N°	Questions	Réponses
1	Merci de nous préciser si pour le Media training nous avons à inclure la location de la salle de formation et la restauration. Et éventuellement combien de personnes vont bénéficier de la formation.	<p>L'offre soumise doit prendre en considération l'ensemble des frais nécessaires pour l'organisation des séances de Media Training, telles que requises et spécifiées dans les termes de référence (Partie : a.6), à savoir notamment les frais liés à la mobilisation des ressources humaines (animateur et techniciens), ressources techniques (caméras, micros, régie, etc.) et des ressources logistiques (location d'une salle ou d'un studio, etc.).</p> <p>Par rapport au nombre des bénéficiaires de ces sessions de formation, les termes de référence stipulent que « Les prestations, objet de la présente consultation, consistent en l'organisation et l'animation de trois sessions de « Media Training » d'une durée de trois jours chacune au profit de trois groupes comptant à eux tous un maximum de 30 membres du staff managérial de l'Agence MCA-Morocco ».</p>
2	Quelles sont les documents légaux et administratifs à fournir dans le cas d'un tel regroupement ? Quelles sont les modalités ?	Dans le cas d'un groupement, le bailleur de fonds exige que ce groupement soit conjoint et solidaire. Si le soumissionnaire choisit de former une co-entreprise ou un groupement dans le cadre de cette consultation, celui-ci doit soumettre le contrat passé entre les associés de la co-entreprise ou groupement (qui lie tous les associés), qui montre que :

N°	Questions	Réponses
		<ol style="list-style-type: none"> 1. les associés seront responsables solidairement et conjointement de l'exécution du Contrat, conformément aux termes du Contrat ; 2. l'un des associés sera désigné Associé Référent, il sera autorisé à engager des dépenses et à recevoir des instructions pour et au nom de l'ensemble des associés de la coentreprise ; et 3. l'exécution de l'intégralité du Contrat, y compris les paiements, seront effectués exclusivement avec l'Associé Référent désigné. <p>Si votre offre est retenue, les documents administratifs de chaque associé du groupement devront être fournis avant la signature du Contrat-cadre, tel que précisé dans la Demande de devis au paragraphe « 2. Modalités de soumission d'offres »</p>